



Avis de Soutenance

Monsieur Maa-el-ainin ALAKTIF

Sciences Economiques

Soutiendra publiquement ses travaux de thèse intitulés

L'ÉTAT ACTIONNAIRE. ÉVALUATION ET GOUVERNANCE DES ENTREPRISES PUBLIQUES À L'ÈRE DE LA RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE

dirigés par Monsieur Stéphane CALLENS

Soutenance prévue le **lundi 16 décembre 2024** à 14h00

Lieu : Université d'Artois Maison de la Recherche Rue du Temple 62000 ARRAS

Salle : I.1.01

Composition du jury proposé

M. Stéphane CALLENS	Université d'Artois	Directeur de thèse
M. Goulven RUBIN	Université Paris Panthéon Sorbonne	Rapporteur
Mme Fabienne LELOUP	Université de Louvain	Rapporteuse
Mme Françoise DE BRY	Université Paris-Saclay	Examinatrice
M. Sarath DELPACHITRA	Hainan Tropical Ocean University	Examineur

Résumé :

La recherche analyse l'efficacité d'une « bonne gouvernance » afin de répondre aux enjeux de responsabilité sociétale dans un système complexe composé d'entreprises publiques et de l'État actionnaire. La problématique ici soulevée porte sur la transformation des conceptions de la gouvernance. En effet, la responsabilité sociétale redéfinit la frontière entre les objectifs liés à l'intérêt public et à l'intérêt privé à partir d'une nouvelle définition de la gouvernance multipartite (parties prenantes). Le développement de la finance durable et la politique du « quoi qu'il en coûte » de la crise liée à la pandémie de la Covid-19 indique une remontée de la participation publique et une interrogation accrue sur les méthodologies de contrôle des données extra-financières. Cette recherche mobilise de nouvelles approches issues d'avancées théoriques dans l'analyse de données extra-financières et la gouvernance par parties prenantes. Elle se situe à l'intersection de l'économie publique et de la théorie des organisations. La réflexion mobilise de nouvelles approches issues d'avancées théoriques dans l'analyse de données extra-financières et la gouvernance par parties prenantes. Elle met en perspective des formes d'évaluation issues du courant du Nouveau Management Public et de la responsabilité sociale des organisations qui coexistent. Que deviennent les entreprises publiques, définies à partir de la conciliation des intérêts publics et des intérêts privés (par le jeu de la participation de l'État) dans une gouvernance actionnariale ? Dans cette reconfiguration, que devient le rôle de l'État actionnaire ? La responsabilité sociétale est-elle une meilleure formule de gouvernance, sinon à quelles conditions peut-elle le devenir ? En somme, le statut des entreprises publiques permet-il de concilier les enjeux publics et privés mieux que ne le peut la responsabilité sociétale ? Pour y répondre, l'enquête propose une analyse exhaustive de l'ensemble des sociétés constituant le portefeuille de l'État français actionnaire. Ce travail de recherche apporte des réponses approfondies sur le sujet, conclut sur une stratégie publique liée à la « Transition sociétale » et fournit des préconisations concrètes afin de servir les entreprises publiques ainsi que les conditions de participation de l'État.